



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 232  
(Privé)

## **Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Jean Leclerc  
Député de Taschereau**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**



## Projet de loi 232 (Privé)

### Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec

ATTENDU que la Ville de Québec a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est modifiée par l'addition, après l'article 17, des suivants:

« **17a.** Malgré l'article 65.10 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), un membre du conseil qui est membre du comité exécutif reçoit une rémunération et allocation annuelles additionnelles, à ce titre, une somme égale à une fois et demie la somme annuelle payable à un conseiller.

« **17b.** Malgré les articles 65.10 et 65.11 de la Loi sur les cités et villes, un membre du comité exécutif, à l'exclusion du maire, qui exerce ses fonctions à plein temps, peut recevoir, à ce titre, comme rémunération et allocation annuelles additionnelles, une somme égale à la somme annuelle payable à un conseiller.

Un membre du comité exécutif qui désire se prévaloir du présent article doit déposer devant le conseil une déclaration écrite attestant qu'il exerce à plein temps ses fonctions de conseiller et de membre du comité exécutif. S'il cesse d'exercer ses fonctions de conseiller

et de membre du comité exécutif à plein temps, il doit déposer devant le conseil, à la première séance qui suit, une déclaration écrite à cet effet.

« **17c.** Malgré l'article 65.11 de la Loi sur les cités et villes, le chef de l'opposition reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles, à ce titre, une somme égale à la somme annuelle payable à un membre du comité exécutif en vertu de l'article 17a.

Pour les fins du présent article, le chef de l'opposition est le conseiller désigné par les conseillers du parti politique ayant fait élire le plus grand nombre de représentants, à l'exclusion du parti politique auquel appartient le maire. Si plusieurs partis politiques, à l'exclusion de celui auquel appartient le maire, ont fait élire un nombre égal de conseillers, le chef de l'opposition est le conseiller désigné par les conseillers de celui, parmi ces partis politiques, qui a reçu le plus grand nombre de votes à la mairie et aux postes de conseillers.

La désignation du chef de l'opposition doit faire l'objet d'un avis déposé devant le conseil par un conseiller du parti politique qui l'a désigné et elle peut être modifiée en tout temps.

Le chef de l'opposition qui exerce ses fonctions de conseiller et de chef de l'opposition à plein temps, reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles, à ce titre, une somme égale à la somme annuelle payable à un conseiller.

Le chef de l'opposition qui désire se prévaloir de l'alinéa ci-dessus doit déposer devant le conseil une déclaration écrite attestant qu'il exerce à plein temps ses fonctions de conseiller et de chef de l'opposition. S'il cesse d'exercer ses fonctions de conseiller et de chef de l'opposition à plein temps, il doit déposer devant le conseil, à la première séance qui suit, une déclaration écrite à cet effet.

« **17d.** Un membre du comité exécutif ou le chef de l'opposition qui exerce ses fonctions à plein temps ne peut louer ses services ou travailler pour qui que ce soit d'autre que la ville et il doit consacrer tout son temps à l'exercice de ses fonctions.

Cependant, avec l'autorisation du conseil, il peut louer ses services ou travailler pour des organismes publics, parapublics ou tout organisme sans but lucratif ayant un but charitable, scientifique, artistique, social ou sportif. Dans un tel cas, il doit, avant son entrée en fonction, déposer un avis de son intention au conseil et demander son autorisation.

« **17e.** Malgré l'article 65.11 de la Loi sur les cités et villes, le président du conseil reçoit comme rémunération et allocation

annuelles additionnelles, à ce titre, une somme égale à quarante-cinq pour cent de la somme annuelle payable à un conseiller.

« **17f.** Malgré l'article 65.6 de la Loi sur les cités et villes, le conseil peut, par règlement, décréter que sera versée annuellement au maire ou aux conseillers, aux fins mentionnées à l'article 65 de cette loi, une somme qu'il fixe qui excède celle calculée en vertu des articles 65 à 65.5 de cette loi et qui peut être supérieure à la somme globale annuelle déterminée selon l'article 65.11 de cette loi.

La somme ainsi fixée pour un conseiller peut être supérieure au tiers de celle fixée pour le maire.

« **17g.** Malgré l'article 65.13 de la Loi sur les cités et villes et l'article 115 du chapitre 16 des lois de 1980, la portion de la rémunération qu'un membre du conseil qui était en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 1980 reçoit pour tous les services qu'il rend à la municipalité à quelque titre que ce soit, à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à ses fonctions, est identique à la portion de ladite rémunération qu'il recevait à ce titre le 31 décembre 1979 si le montant qu'il recevait ainsi était supérieur à celui fixé par l'article 65.13 de cette loi le 1<sup>er</sup> janvier 1980. Un membre du conseil n'est pas réputé cesser d'exercer une fonction à l'expiration de son mandat s'il est réélu ou renommé à cette fonction pour un mandat consécutif. ».

**2.** L'article 159*a* de cette charte, édicté par l'article 49 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 3 du chapitre 80 des lois de 1973, par l'article 8 du chapitre 42 des lois de 1980 et par l'article 3 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

« *i*) conclure des ententes avec toute personne, société ou corporation dans le but de leur confier, en tout ou en partie, l'exécution, la réalisation ou la mise en oeuvre des décisions du conseil ou du comité exécutif; ».

**3.** L'article 160 de cette charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et modifié par l'article 4 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par l'addition, au troisième alinéa, des mots « Le comité exécutif peut également suspendre ces employés pour la période qu'il détermine et leur imposer des mesures disciplinaires. ».

**4.** L'article 162*b* de cette charte, remplacé par l'article 5 du chapitre 80 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **162b.** Un règlement adopté en vertu de l'article 162a n'a effet que s'il est approuvé par la Commission municipale du Québec. Il est en outre soumis à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17). De plus, le déficit actuariel existant le 31 décembre 1983 doit être comblé avant le 31 décembre 2043. La cotisation minimale que la ville doit verser chaque année à ce titre est déterminée de telle sorte que le total de sa cotisation pour l'amortissement du déficit et de sa cotisation pour le service courant représente un pourcentage uniforme de la masse salariale des participants pendant la période d'amortissement. Le pourcentage uniforme mentionné précédemment est révisé à chaque évaluation actuarielle du régime soumise à la Régie des rentes du Québec en vertu du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes (R.R.Q., chapitre R-17, r.1) afin que le solde du déficit soit amorti sur la période d'amortissement restante. Jusqu'à cette date, les contributions de la ville doivent être au moins égales à la somme des contributions payées par les employés. ».

**5.** L'article 165 de cette charte, remplacé par l'article 30 du chapitre 86 des lois de 1969, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **165.** Les procès-verbaux des votes et délibérations du comité exécutif sont rédigés et transcrits dans un livre tenu à cette fin par le greffier de la ville. Ils sont signés par le président du comité exécutif et par le greffier de la ville. ».

**6.** L'article 173a de cette charte, remplacé par l'article 52 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 7 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 10 du chapitre 42 des lois de 1980 et par l'article 58 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le directeur général doit avoir son domicile dans la ville lors de sa nomination, ou l'y établir dans les six mois de cette nomination, et l'y maintenir. Il doit consacrer tout son temps à l'exercice de sa fonction et il lui est interdit de louer ses services ou de travailler pour qui que ce soit d'autre que la ville sauf, avec l'autorisation du conseil, pour des organismes publics, parapublics ou pour tout organisme sans but lucratif ayant un but charitable, scientifique, artistique, social ou sportif. Dans un tel cas, il doit, avant son entrée en fonction, déposer un avis de son intention au conseil et demander son autorisation. ».

**7.** L'article 185 de cette charte, remplacé par l'article 56 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par les articles 2 et 12 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 11 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 6 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 10 du chapitre 54 des lois de 1976, par l'article 2 du chapitre 22 des lois de 1979, par l'article 11 du chapitre 42 des lois de 1980, par les articles 8 et 58 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 136 du chapitre 27 des lois de 1985, est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

« Le quorum du comité exécutif est de trois et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix. »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 7 par le suivant:

« *d*) toute demande pour virement de fonds ou de crédits déjà votée, d'une fonction à une autre du budget ou d'un programme du budget à un autre lorsque le virement excède cinquante mille dollars; »;

3° par l'addition, au paragraphe 11, de l'alinéa suivant:

« Le comité exécutif peut établir des règles régissant les virements de fonds ou de crédits déjà votés à l'intérieur d'un programme du budget, les virements d'une fonction à une autre du budget ou d'un programme du budget à un autre lorsque le virement est égal ou inférieur à cinquante mille dollars ainsi que les virements du fonds de contingents. Ces règles peuvent prévoir que les virements peuvent être autorisés par le comité exécutif, le directeur général ou un directeur de service. ».

**8.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 244, du suivant:

« **245.** Malgré la Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14), la ville est autorisée à imposer, relativement aux activités tenues durant la période et sur le site de l'exposition provinciale à l'égard desquelles le montant payé pour participer à l'amusement n'est pas perçu sous la forme d'un prix d'admission, des droits sur les divertissements basés sur le mètre linéaire de façade d'occupation ou de toute autre façon décrétée par le conseil. ».

**9.** L'article 266*a* de cette charte, remplacé par l'article 453 du chapitre 72 des lois de 1979, est modifié par le remplacement, à la troisième ligne, des mots « 1<sup>er</sup> janvier » par les mots « premier mars ».

**10.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 289, du suivant:

«**289a.** 1. Le conseil peut, dans le but de mettre à la disposition de la ville les deniers dont elle a besoin pour toutes fins municipales, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de roulement », ou en augmenter le montant. À cet effet, il adopte un règlement pour:

a) affecter à cette fin le surplus accumulé de son fonds général ou une partie de celui-ci,

b) y affecter les revenus d'une taxe spéciale prévue au budget à cette fin, ou

c) effectuer ces deux opérations.

Dans le cas du paragraphe *b*, le montant du fonds ou de son augmentation est égal aux revenus de la taxe spéciale, au fur et à mesure de leur perception. Dans le cas du paragraphe *c*, cette règle s'applique à la part du fonds ou de son augmentation attribuable aux revenus de la taxe spéciale.

Dès qu'un règlement est adopté en vertu du présent paragraphe, le greffier doit en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales.

2. Le montant du fonds ne peut excéder dix pour cent des crédits prévus au budget de l'exercice courant de la municipalité. Toutefois, si le montant du fonds excède le pourcentage prévu parce que le budget d'un exercice postérieur comporte moins de crédits que celui utilisé pour fixer ce montant, ce dernier peut demeurer inchangé.

3. Le conseil ou le comité exécutif, s'il s'agit d'une dépense de moins de cinquante mille dollars, peut, par résolution, emprunter à ce fonds les deniers dont la ville peut avoir besoin. La résolution autorisant l'emprunt indique le terme de remboursement qui ne peut alors excéder cinq ans. Le conseil peut aussi emprunter au fonds de roulement en attendant la perception des revenus; dans ce cas, le terme de remboursement ne peut excéder douze mois. Le conseil doit prévoir, chaque année, à même ses fonds généraux, une somme suffisante pour rembourser l'emprunt au fonds de roulement.

4. Les deniers disponibles de ce fonds doivent être placés conformément à l'article 301.

5. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

6. Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la ville de toute perte ou dommage subi par elle, le membre du conseil qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise :

a) la constitution d'un fonds de roulement, sa dotation en capital, ou un emprunt à ce fonds, pour un montant excédant le montant approuvé; ou

b) le placement des deniers constituant ce fonds autrement qu'en la manière prescrite au paragraphe 4.

La responsabilité prévue au premier alinéa du paragraphe 6 est solidaire et elle s'applique à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile; celle en réparation de perte ou de dommage, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours. ».

**11.** L'article 304 de cette charte, remplacé par l'article 138 du chapitre 27 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **304.** Le conseil peut, par règlement, adopter un programme d'intervention ou de revitalisation du territoire de la ville ou d'une partie de celui-ci. Ce programme peut prévoir notamment que la ville accorde, aux conditions déterminées par le conseil, une subvention pour l'exécution de travaux. ».

**12.** L'article 307 de cette charte, remplacé par l'article 139 du chapitre 27 des lois de 1985, est remplacé par le suivant :

« **307.** Le conseil peut, dans le cadre d'un programme d'intervention ou de revitalisation, décréter par règlement que la ville, aux conditions et dans les secteurs de son territoire qu'il détermine, accorde un crédit de taxes foncières imposées à l'égard de bâtiments faisant ou ayant fait l'objet de travaux admissibles. Le crédit de taxe accordé à chaque année ne peut excéder le coût réel des travaux admissibles. ».

**13.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 307, du suivant :

« **307a.** Le conseil peut décréter par règlement que la ville, aux conditions, selon les modalités et dans les secteurs de la ville qu'il

détermine, peut accorder un crédit de taxe foncière imposée sur les terrains non desservis par aqueduc ou égout. Ce crédit ne peut excéder vingt pour cent de la taxe foncière. ».

**14.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 312*a*, du suivant :

« **313.** La ville est autorisée à fournir même gratuitement des locaux, biens et services et à verser des subventions à tout organisme administrant un club social et récréatif pour les employés de la ville. ».

**15.** L'article 336 de cette charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe 19 du paragraphe 42°*a*, des sous-paragraphe suivants :

« 20. réglementer ou prohiber l'implantation ou l'opération d'établissements présentant habituellement ou régulièrement des spectacles à caractère érotique, notamment des spectacles de strip-tease ou des spectacles de danse où un ou plusieurs participants sont nus ou presque nus ;

« 21. prescrire, à l'intérieur d'une zone, la superficie maximale de plancher pouvant être utilisée par des établissements présentant habituellement ou régulièrement des spectacles à caractère érotique, notamment des spectacles de strip-tease ou des spectacles de danse où un ou plusieurs participants sont nus ou presque nus, ou le nombre maximal de ces établissements dans une zone ; prohiber l'utilisation à cette fin de toute superficie de plancher ou de tout établissement au-delà de la superficie ou du nombre maximal prescrit par la réglementation ; ».

**16.** L'article 336*d* de cette charte, édicté par l'article 18 du chapitre 64 des lois de 1982, est modifié par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

« 6° autoriser un inspecteur ou une personne visée à l'article 32 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments ou à l'article 48 de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés, à faire cesser l'exploitation d'un établissement ou d'un véhicule visé au paragraphe 1° ou à saisir ou confisquer les aliments qui s'y trouvent et qui à son avis sont avariés au point de ne plus être comestibles. ».

**17.** L'article 453*a* de cette charte, remplacé par l'article 32 du chapitre 42 des lois de 1980, modifié par l'article 30 du chapitre 61 des lois de 1984 et par l'article 209 du chapitre 38 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

«La ville est autorisée à constituer une réserve foncière ou d'habitation, à y verser les immeubles acquis en vertu du premier alinéa ainsi que ceux dont elle n'a plus besoin pour les fins originales pour lesquelles elle les avait acquis, y compris les immeubles acquis dans le cadre des programmes établis en vertu de sections III, IV, V et VI de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8). Elle peut détenir, louer, administrer ces immeubles, les aménager et y installer les services publics nécessaires.».

**18.** L'article 453*c* de cette charte, remplacé par l'article 32 du chapitre 61 des lois de 1984 et modifié par l'article 142 du chapitre 27 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«La ville est autorisée à demander la constitution d'une corporation destinée à exercer les pouvoirs qui lui sont attribués au premier alinéa. La ville et cette corporation sont autorisées à conclure des ententes avec toute personne, société, groupe ou corporation dans le but d'exercer ces pouvoirs.».

**19.** L'article 457 de cette charte, remplacé par l'article 35 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par l'insertion, à la première ligne, après le mot « nécessaires » des mots « à même ses fonds généraux non autrement appropriés ou à même une subvention du gouvernement ou de l'un de ses ministres ou organismes déjà versés ou dont le versement est assuré ou à même ces deux sources de financement à la fois ».

**20.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 503*b*, du suivant:

«**503c.** Il est défendu d'utiliser une planche à voile sur la rivière Saint-Charles, en amont de l'écluse de l'aqueduc de la ville, et sur le lac Saint-Charles, sauf pour les propriétaires riverains et leurs hôtes qui jouissent, à cet égard, des mêmes droits que ceux qui leur sont accordés par l'article 503 pour l'utilisation d'embarcations non motorisées.».

**21.** L'article 539 de cette charte, remplacé par l'article 29 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et modifié par l'article 16 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 1 du chapitre 86 des lois de 1975 et par les articles 37 et 58 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Les membres du conseil municipal qui sont membres de la Commission ne peuvent faire l'objet de poursuites en vertu de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (L.R.Q., chapitre F-6) ni en vertu de l'article 21 de la présente charte pour la seule raison qu'ils peuvent être admis gratuitement dans les immeubles administrés par la Commission pour assister à divers événements qui s'y déroulent. ».

**22.** L'article 545*a* de cette charte, édicté par l'article 41 du chapitre 42 des lois de 1980, est remplacé par le suivant :

«**545a.** La ville peut, par résolution du comité exécutif, exercer les pouvoirs mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article 545. Elle peut également, de la même manière, interdire à certains véhicules, pendant les périodes de l'année qu'elle détermine, l'usage des rues, ruelles ou places publiques ou de toute partie de celles-ci dans la ville. Ces résolutions ont effet à compter de l'installation de la signalisation appropriée requise aux endroits visés.

Le conseil peut, par règlement, imposer pour toute violation d'une telle résolution, la peine prévue à l'article 394, laquelle devient applicable dès l'installation de la signalisation mentionnée au premier alinéa. ».

**23.** L'article 545*d* de cette charte, édicté par l'article 40 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**545d.** La ville est autorisée à décréter, par règlement, qu'à l'occasion d'une opération de déneigement, le directeur du service de police ou tout autre fonctionnaire déterminé dans le règlement peut défendre le stationnement sur certaines rues ou parties de rues au moyen d'un communiqué radiodiffusé ou télédiffusé au moins cinq heures avant l'entrée en vigueur de l'interdiction. »;

2° par le retranchement des troisièmes et quatrième alinéas.

**24.** L'article 546*a* de cette charte, remplacé par l'article 18 du chapitre 97 des lois de 1974 et modifié par l'article 41 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant :

«5. Dans tous les cas où il est prévu qu'un véhicule peut être déplacé ou remorqué, le propriétaire ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de remisage au taux courant. ».

**25.** L'article 546*d* de cette charte, remplacé par l'article 43 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **546*d*.** Le conseil peut, par règlement, créer la fonction d'agent spécial pour les fins des articles 545*d* et 546*a* dans les cas de violation d'une disposition relative au stationnement.

**26.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 546*e*, du suivant :

« **546*f*.** La ville peut fixer par règlement le tarif des frais de tout déplacement ou remorquage d'un véhicule. Dans tous les cas où il est prévu qu'un véhicule peut être déplacé ou remorqué pour une infraction relative au stationnement, l'amende prévue pour l'infraction est majorée du montant prescrit des frais de déplacement ou de remorquage. L'amende ainsi majorée est inscrite au billet de contravention. ».

**27.** L'article 547 de cette charte, remplacé par l'article 15 du chapitre 47 des lois de 1944 et modifié par les articles 2 et 40 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 21 du chapitre 54 des lois de 1976, est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Malgré la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (L.R.Q., chapitre F-6) et l'article 65.11 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), les membres du conseil qui sont membres de la commission, à l'exception du maire et des membres du comité exécutif qui exercent leurs fonctions à plein temps, peuvent recevoir une rémunération égale à celle reçue par les autres membres de cette commission. ».

**28.** L'article 15 de cette charte est abrogé.

**29.** Malgré toute loi générale ou spéciale, la Ville de Québec et la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec doivent verser, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1986, à monsieur Léonce Bouchard, une rente viagère. Si monsieur Bouchard décède avant le 30 juin 2001, ses rentes seront payables à ses héritiers jusqu'à cette date. Le montant de la rente annuelle payable par la ville est de 1 504,29 \$ et celui payable par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec est de 3 653,96 \$.

**30.** Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre du règlement 3102 « Établissant un programme de crédits aux débiteurs de taxes foncières imposées à l'égard de bâtiments

situés sur les sites commerciaux des artères commerciales et du Centre-Ville de Québec», adopté par la Ville de Québec le 29 juillet 1985, en raison du fait qu'au moment de son adoption en deuxième lecture l'article 309 de la Charte de la Ville de Québec avait été modifié par la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités (1985, chapitre 27). Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu.

**31.** La Ville de Québec et la Commission de l'exposition provinciale de Québec sont autorisées à renoncer à la perception des sommes qui leur sont dues, pour quelque raison que ce soit, par la corporation Québec 1534-1984, le trésorier étant autorisé à mettre ces sommes au compte de réserve pour perte dans la perception.

**32.** La modification apportée à l'article 160 de la Charte de la Ville de Québec par l'article 3 est déclaratoire. Elle n'affecte cependant pas les jugements rendus ou les causes pendantes le (*indiquer ici la date de présentation du présent projet de loi*).

**33.** Toute disposition d'un règlement en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et adopté en vertu d'une disposition remplacée par la présente loi demeure en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit remplacée ou abrogée en vertu de la disposition édictée par la présente loi.

**34.** Les articles 17*a*, 17*b*, 17*c*, 17*e* et 17*f* de la Charte de la Ville de Québec, édictés par l'article 1 ont effet à compter du premier décembre 1985.

**35.** L'article 17*g* de la Charte de la Ville de Québec, édicté par l'article 1, a effet depuis le premier janvier 1980.

**36.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).